

TURKEY RIGHTS MONITOR



Numéro 221 | Date 9-15 septembre

(Les liens vers les sources correspondantes se trouvent sur la version en langue anglaise.)

DÉTENTIONS ET ARRESTATIONS ARBITRAIRES

Tout au long de la semaine, les procureurs ont ordonné la détention d'au moins 49 personnes pour des liens présumés avec le mouvement Gülen. En octobre 2020, un avis du Groupe de travail des Nations unies sur la détention arbitraire (GTDA) a déclaré que l'emprisonnement généralisé ou systématique de personnes ayant des liens présumés avec le groupe pouvait constituer un crime contre l'humanité. Solidarity with OTHERS a compilé une base de données détaillée pour suivre les détentions massives liées à Gülen depuis un coup d'État manqué en juillet 2016.

PRIVATION ARBITRAIRE DE LA VIE

13 septembre : Dans le district de Gebze à Kocaeli, un motocycliste nommé Kerem Uzun a été mortellement abattu par la police après avoir prétendument refusé d'obtempérer à un avertissement de s'arrêter. Il est décédé à l'hôpital après l'incident.

14 septembre : Au cours d'un projet de drainage à la prison ouverte de Burdur, un glissement de terrain se produit, entraînant la mort d'un détenu nommé N.H., coincé sous le sol qui s'est effondré.

DISPARITIONS FORCÉES

Aucune nouvelle de Yusuf Bilge Tunç, un ancien travailleur du secteur public qui a été licencié par un décret-loi au cours de l'état d'urgence de 2016-2018 et qui a été signalé disparu le 6 août 2019 dans ce qui semble être l'un des

derniers cas d'une série de disparitions forcées présumées de critiques du gouvernement depuis 2016.

LIBERTÉ DE RÉUNION ET D'ASSOCIATION

10 septembre : Huit travailleurs ont été hospitalisés après que la police a affronté des manifestants à l'extérieur d'une usine à Istanbul, où les employés manifestent depuis près de deux mois.

14 septembre : La police est à nouveau intervenue lors d'une manifestation des travailleurs de l'usine Polonez dans le district de Çatalca à Istanbul, qui faisaient grève depuis 59 jours après avoir été licenciés pour avoir adhéré à un syndicat. 80 travailleurs, dont Furkan Seyhan, responsable du syndicat Tek-Gıda-İş, ont été arrêtés, les mains menottées dans le dos.

LIBERTÉ D'EXPRESSION ET DES MÉDIAS

12 septembre : Au cours d'une émission en direct sur le meurtre suspect d'une jeune fille, Narin Güran, le journaliste de Halk TV Ferit Demir a été interrompu par des agents de sécurité qui lui ont demandé d'arrêter la transmission en raison de l'arrivée imminente de ministres.

12 septembre : Un total de 645 articles de presse et de messages sur les médias sociaux concernant le directeur de la communication présidentielle Fahrettin Altun ont été bloqués et supprimés par la troisième cour de justice pénale d'Istanbul.

13 septembre : La deuxième cour criminelle de Bursa a rendu une décision bloquant l'accès au domaine etha53.com de l'agence de presse Etkin (ETHA) pour des

raisons de protection de la sécurité nationale et de l'ordre public.

INDÉPENDANCE JUDICIAIRE ET ÉTAT DE DROIT

12 septembre : Une haute cour pénale du centre de la Turquie a de nouveau condamné l'ancien enseignant Yüksel Yalçinkaya pour terrorisme en raison de ses liens avec le mouvement religieux Gülen, malgré une décision historique de la Grande Chambre de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) l'année dernière en sa faveur.

MINORITÉ KURDE

10 septembre : Les procureurs de Diyarbakır ont porté plainte contre la journaliste Nurcan Yalçın, demandant jusqu'à 10 ans de prison pour financement du terrorisme.

11 septembre : PEN International a demandé aux autorités turques d'abandonner toutes les poursuites contre un écrivain kurde qui risque plus de sept ans de prison pour diffusion de propagande terroriste en raison de son travail.

RÉFUGIÉS ET MIGRANTS

13 septembre : Quatre Kurdes qui ont participé aux manifestations organisées à la suite de la mort de Jina Mahsa Amini en Iran sont menacés d'être expulsés de Turquie vers l'Iran, où ils pourraient être exécutés.

TORTURE ET MAUVAIS TRAITEMENTS

11 septembre : İzzeddin Yenigün, souffrant de troubles intestinaux et rénaux, est renvoyé en prison malgré la détérioration de son état et sa libération temporaire l'année dernière pour raisons médicales.

13 septembre : Abdümelik Okyay, un homme politique kurde de 71 ans emprisonné pour avoir publié des messages sur les réseaux sociaux, meurt d'une crise cardiaque pendant son incarcération après que sa libération conditionnelle a été retardée.

13 septembre : Un rapport affirme que des policiers ont harcelé sexuellement des femmes pendant leur détention en les obligeant à se déshabiller et en les photographiant au poste de police.

RÉPRESSION TRANSNATIONALE

12 septembre : Le ministre turc des affaires étrangères, Hakan Fidan, a appelé le gouvernement nouvellement élu de Macédoine du Nord à se joindre à sa lutte contre le mouvement religieux Gülen.

DROITS DES FEMMES

10 septembre : Plus de 1,4 million de femmes en Turquie ont déclaré avoir été victimes de violences domestiques entre janvier 2013 et juillet 2024.

13 septembre : Le Comité de la Fierté Trans d'Istanbul a annoncé qu'un homme transgenre avait été licencié d'un restaurant McDonalds sur l'avenue İstiklal d'Istanbul sans explication valable. L'employé a été informé que « vous n'êtes pas apte à travailler ».